



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 30 mars 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 avril 2022

Contexte et constats

Publié sur



FOCAST

Chemin du Closot

52100 ST DIZIER

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 avril 2022 dans l'établissement FOCAST implanté Chemin du Closot 52100 ST DIZIER. L'inspection a été annoncée le 24 mars 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOCAST
- Chemin du Closot 52100 ST DIZIER
- Code AIOT dans GUN : 0005702454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société FOCAST exploite une unité de production de pièces en fonte grise à graphite lamellaire destinées aux secteurs d'activités du machinisme agricole, des travaux publics, de l'énergie et du sanitaire (chauffage, adduction...). Le site de Saint-Dizier est spécialisé dans la production de carter de transmission pour tracteurs (fonte lamellaire). Pour cela, elle exploite deux fours de fusion et des installations de noyautage, moulage sablerie, décochage, finition ainsi que des activités connexes telles que l'usinage, le modelage, la maintenance et un laboratoire d'essais et d'analyses.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- émissions atmosphériques canalisées et diffuses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Valeurs limites en concentrations	AP Complémentaire du 28/12/2018, article 5	/	Lettre préfectorale – action fonderies
Valeurs limites en flux	AP Complémentaire du 28/12/2018, article 6	/	Lettre préfectorale – action fonderies
Surveillance en continu des rejets de COV	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.2.1.4	/	Lettre préfectorale – action fonderies
Emissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.2.1.3	/	Lettre préfectorale – action fonderies
Emissions diffuses - peinture	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30.22°	/	Lettre préfectorale – action fonderies
Actions correctives	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.3.1	/	Lettre préfectorale – action fonderies
Conception des installations - Odeurs	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 3.1.3	/	Lettre préfectorale – action fonderies

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Points de rejet dans l'atmosphère	AP Complémentaire du 28/12/2018, article 4	/	Sans objet
Suivi, interprétation et transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.3.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, qui portait essentiellement sur les émissions dans l'air de COV, a été l'occasion de constater en premier lieu le non-respect des valeurs limites de rejet, au cours du dernier contrôle annuel des rejets. Des COV spécifiques et visés à l'annexe III (dont le diméthylamine) et à l'annexe IV (dont le benzène) de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié, ont été détectés en concentrations et quantités supérieures aux limites autorisées, et peuvent expliquer les nuisances d'odeurs que des riverains ont relayées auprès du préfet.

Une visite d'inspection ultérieure a permis de qualifier le retour à la conformité des points relevés en dépassement, à l'exception d'un maintien en non-conformité des concentrations en COVNM au point N°16.

De plus, deux points de rejet doivent faire l'objet d'une surveillance en permanence de leurs émissions, au regard des flux émis au droit de ces émissaires. En alternative à cette surveillance en permanence, l'exploitant a opté pour le suivi d'un paramètre représentatif issu des données de production. Or la visite d'inspection a été l'occasion de constater que la corrélation entre ce paramètre et les rejets réellement mesurés n'était pas assurée.

L'inspection souligne également que, à date de l'inspection, les rapports de contrôle n'étaient pas communiqués spontanément par l'exploitant ; de plus, y compris lorsque des dépassements ont été relevés par l'organisme de contrôle, aucun commentaire, explication ou proposition d'action n'ont été apportés par l'exploitant, qui pourtant doit s'approprier les résultats de ces contrôles.

L'inspection relève toutefois que ce point a fait l'objet d'une amélioration sensible suite à l'inspection du 28 avril 2022.

Par ailleurs, l'établissement est à l'origine d'émissions diffuses dans des quantités importantes mais qu'il convient de caractériser davantage :

- Tout d'abord, d'après le Plan de Gestion des Solvants établi pour le compte de l'année 2021, ces émissions diffuses représenteraient 21 tonnes, soit 67 % de la quantité de solvants utilisée. L'exploitant indique mettre en place un schéma de maîtrise des émissions, qui lui permet de déroger à certaines valeurs limites d'émissions pour certains points de rejet. Or le plan de gestion tel qu'il est mis en œuvre par l'exploitant ne répond pas strictement au cadre réglementaire dans lequel il doit s'inscrire. Dans la mesure où ce dispositif ne peut être mis en place que pour l'atelier d'application de peinture mais pas pour les noyauteuses, l'émission cible à considérer est dépassée ainsi l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites fixées pour chacun des points de rejet dans l'atmosphère.

- Ensuite, une campagne de caractérisation des émissions diffuses effectuée en 2017 a matérialisé un impact avec des retombées atmosphériques 6 à 7 fois plus importantes au droit de 2 jauges par rapport aux deux autres. Il apparaît nécessaire de s'interroger davantage sur l'ampleur de ces retombées, y compris en terme d'impact sur la santé humaine.

=> Compte-tenu du fait que des non-conformités semblables ont également été relevées sur les autres sites de fonderies du département, et que le réexamen de ces sites vis-à-vis des nouvelles MTD "fonderie de métaux ferreux" est attendu fin 2023-début 2024, l'inspection a proposé à la préfecture et aux exploitants, ainsi qu'à leur syndicat l'IUMM, la mise en place d'une action commune visant à diagnostiquer simultanément les rejets atmosphériques de l'ensemble des sites (substances rejetées, rejets diffus, suffisance des captations et moyens de traitement...). L'exploitant a confirmé, par mail du 11 janvier 2023, sa participation à cette action.

Dans ce cadre, et sous réserve du maintien de cette participation, il est proposé de traiter les non-conformités relevées lors de cette inspection dans le cadre de cette action, qui aura une visée plus complète et globale.

Il est proposé de rappeler les constats effectués et les principaux manquements dans une lettre préfectorale appuyant l'importance de développer ces points dans sa réponse à l'action.

Il a également été relevé une nécessaire actualisation des points de rejets (séparation du point de rejet n°5 en deux, déplacement de point de rejet). Ces modifications ont été portées à connaissance du Préfet le 26 décembre 2022 et feront l'objet d'un rapport distinct.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Points de rejet dans l'atmosphère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2018, article 4							
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des points de rejet dans l'atmosphère							
Prescription contrôlée : [modification des dispositions de l'article 3.2.2 de l'AP du 11 janvier 2007]							
Conduits, installations raccordées et conditions générales des rejets							
N° de conduit	Installations raccordées	Débit nominal en m ³ /h	Hauteur de la cheminée en m		Vitesse d'éjection en m/s		Diamètre en m
			Hauteur minimale autorisée	Hauteur réelle au jour de l'autorisation	Vitesse d'éjection minimale autorisée	Vitesse d'éjection réelle au jour de l'autorisation	
1	Sablerie	91 000	11,2	22	8	14,1	1,6
2	Machine à noyauter : Osborn n°2	6 300	14,5	13,9	8	5,7	0,65
3	Machine à noyauter : SPC20, SPC30 et SPR30	31 200	14,5	9,6	8	12,2	1,1
5	Machine à noyauter : Osborn n°1 et Vogel 60	6 800	14,5	13,2	8	3,1	0,93
7	Machine à noyauter : SP120	7 700	14,5	13,9	8	18,3	0,4
8	Etuve : H180	3 900	12,5	11,8	5	4,8	0,65
9	Etuve : MARV 60 n°2	3 700	12,5	10,6	5	4,8	0,61
10	Etuve : Osborn	8 200	12,5	10,6	8	16,1	0,5
12	Four : 12,5 t	54 100	14,5	23	8	8,4	1,6
13	Coulée, décochage, zone de refroidissement moules	188 600	11,2	23	8	12,2	2,5
14	Grenailleuse : Pang Born	120000	15,2		20		1,4
15	Cabines ébarbage	60000	14,5	19	8	2,9	1,8
16	Bac de trempage peinture	3 200	11,5	11	5	4,2	0,55
17	Machine à tirer les noyaux : H200 Procédé Ashland	25 000	14	14	8	22	0,63

Constats : L'exploitant a fait part de quelques modifications dans la dénomination et l'emplacement de points.
 Exemples : le point de rejet 5 désormais séparé en 2 points de rejet (machines à noyauter Osborn n°1 / Vogel 60).
 L'exploitant s'engage à communiquer un plan actualisé des rejets, et à fournir les informations nécessaires (débit, hauteur de cheminée...) à la mise à jour de l'arrêté préfectoral.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Valeurs limites en concentrations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2018, article 5

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

[modification des dispositions de l'article 3.2.4 de l'AP du 11 janvier 2007]

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduit n° 1	Conduits n°2, 3, 5 et 7	Conduits n°8, 9 et 10	Conduit n° 16	Conduit n° 12	Conduit n° 13	Conduits n° 14 et 15	Conduit n°17
Concentration en O ₂ ou CO ₂ de référence	/	/	20%	/	/	/	/	/
Poussières	20	20	/	/	10	10	20	20
SO ₂	/	/	35	/	5	35	/	/
NO _x en équivalent NO ₂	/	/	400	/	/	/	/	/
CO	/	/	/	/	/	/	/	/
COVNM	110	110	110	110	/	110	/	110
Si présence COV R40 halogénés	20	10	20	20	/	20	/	10
Si présence COV R45, 46, 49, 60, 61	2	2	2	2	/	2	/	2
COV annexe IV dont Benzène	0,8	0,1	0,5	0,5	/	10	/	0,1
COV Annexe III dont phénols	2	0,5	1	/	/	12	/	0,5
Cd + Hg + Tl	0,005 par métal 0,01 pour la somme	/	/	/	0,005 par métal 0,01 pour la somme	0,005 par métal 0,01 pour la somme	0,005 par métal 0,01 pour la somme	/
As + Se + Te	0,05 pour la somme	/	/	/	0,05 pour la somme	0,05 pour la somme	0,05 pour la somme	/
Pb	0,01	/	/	/	0,01	0,01	0,01	/
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + ni + V + Zn	0,5 pour la somme	/	/	/	0,5 pour la somme	0,5 pour la somme	0,5 pour la somme	/

Constats : L'examen des rapports portant sur le contrôle des rejets dans l'atmosphère en 2021 fait état de nombreuses non-conformités dans les rejets.

Sont notamment relevés :

- pour le conduit n°1 (sablerie), un dépassement de la VLE en Benzène : 14,3 mg/m³ pour une valeur limite fixée à 0,8 mg/m³
- pour les conduits n°3, 5, 7 et 17(machines à noyauter), un dépassement de la VLE en Benzène : 0,21 mg/m³ pour une valeur limite fixée à 0,1 mg/m³, ainsi qu'un dépassement concernant les COV spécifiques visés à l'annexe III de l'AM du 02/02/1988, concernant plus spécifiquement la substance 'diméthylamine', avec des concentrations mesurées respectives de 13 mg/m³, 19,2 mg/m³, 15,3 mg/m³ et 1,5 mg/m³ pour une valeur limite fixée à 0,5 mg/m³
- pour le conduit n°16 (bac de trempage peinture), avec une concentration mesurée en COV de 446 mg/m³ pour une valeur limite fixée à 110 mg/m³

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats de l'autosurveillance effectuée sur prélèvements de juillet 2022.

Ils montrent un retour à la conformité sur l'ensemble des points relevés lors de l'inspection, à l'exception du maintien d'une non-conformité en COVnm au point n°16 (bac de trempage de peinture). Les points concernant la diéthylamine, soupçonnée d'être à l'origine des plaintes pour odeur, sont revenus à la conformité. L'inspection n'a pas connaissance de nouvelle plainte pour odeur visant le site depuis ces analyses.

Point de rejet	Substance	VLE (mg/m3)	Résultat 2021 (mg/m3)	Résultat 2022 (mg/m3)
1	benzene	0,8	14,3	0,5
5	benzene	0,1	0,21	0,07
3	diéthylamine	0,5	13	0
5	diéthylamine	0,5	19,2	0
7	diéthylamine	0,5	15,3	0
16	COVNM	110	446	360
17	diéthylamine	0,5	1,5	0

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre préfectorale et action "fonderies"

Nom du point de contrôle : Valeurs limites en flux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2018, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Quantités maximales rejetées

Prescription contrôlée :
[modification des dispositions de l'article 3.2.6 de l'AP du 11 janvier 2007]

Les quantités de polluants rejetées dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes (calcul sur la base de 49 semaines et 5,5 jours par semaine de fonctionnement en 3 x 8) :

	Conduit N°1			Conduit N° 12			Conduit N°13			Conduit N° 14			Conduit N° 15		
Flux	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an
Poussières	1,8 kg	43 kg	11,7 t	540 g	13 kg	3,4 t	1,9 kg	45 kg	12 t	2,4 kg	57 kg	15,5 t	360 g	8,6 kg	2,3 t
SO ₂	/	/	/	/	/	/	6,6 kg	158 kg	42 t	/	/	/	/	/	/
NO _x en équivalent NO ₂	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
CO	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
COVNM	10 kg	200 kg	64,7 t	/	/	/	20,7 kg	500 kg	134 t	/	/	/	/	/	/
Si présence COV R40 halogénés	1,82 kg	43,7 kg	11 t	/	/	/	3,7 g	90 g	24 kg	/	/	/	/	/	/
Si présence COV R45,46,49,60,61	0,18 kg	4,37 kg	1,1 t	/	/	/	0,37 g	9 g	2,4 kg	/	/	/	/	/	/
COV annexe IV dont benzène	80 g	1,7 kg	470 kg	/	/	/	1,8 kg	45 kg	12 t	/	/	/	/	/	/
COV annexe III dont phénols	200 g	4,37 kg	1,1 t	/	/	/	2,2 kg	54 kg	14 t	/	/	/	/	/	/
Cd + Hg + Tl	0,45 g par métal 0,9 g pour la somme	10 g par métal 21 g pour la somme	2,9 kg par métal 5,8 kg pour la somme	0,3 g par métal 0,5 g pour la somme	6,5 g par métal 13 g pour la somme	1,7 kg par métal 3,4 kg pour la somme	1 g par métal 1,8 g pour la somme	22 g par métal 45 g pour la somme	6 kg par métal 12 kg pour la somme	0,6 g par métal 1,2 g pour la somme	14,4 g par métal 28,8 g pour la somme	3,9 kg par métal 7,7 kg pour la somme	0,1 g par métal 0,2 g pour la somme	2,5 g par métal 5 g pour la somme	700 g par métal 1,5 kg pour la somme
As+ Se +Te	4,5 g pour la somme	100 g pour la somme	29 kg pour la somme	2,7 g pour la somme	65 g pour la somme	17 kg pour la somme	9,4 g pour la somme	225 g pour la somme	60 g pour la somme	6 g pour la somme	144 g pour la somme	39 kg pour la somme	1,2 g pour la somme	28 g pour la somme	7,5 kg pour la somme
Pb	0,9 g	21 g	5,8 kg	0,5 g	13 g	3,5 kg	1,8 g	45 g	12 kg	1,2 g	28,8 g	7,7 kg	0,2 g	5,7 g	1,5 kg
Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + ni + V + Zn	45 g pour la somme	1 kg pour la somme	290 kg pour la somme	27 g pour la somme	650 g pour la somme	170 kg pour la somme	94 g pour la somme	2,2 kg pour la somme	600 g pour la somme	60 g pour la somme	1,44 kg pour la somme	390 kg pour la somme	12 g pour la somme	280 g pour la somme	77 kg pour la somme

	Conduit N° 2			Conduit N° 3			Conduit N° 5			Conduit N°7		
Flux	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an
Poussières	126 g	3 kg	0,8 t	0,65 kg	15 kg	4 t	136 g	3,2 kg	880 kg	150 g	3,7 kg	1 t
SO ₂	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
NO _x en équivalent NO ₂	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
CO	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
COVNM	693 g	16,6 kg	4,5 t	3,4 kg	82 kg	22,2 t	750 g	18 kg	4,8 t	850 g	20 kg	5,5 t
Si présence COV R40 halogénés	126g	3 kg	815 kg	0,6 kg	15 kg	4 t	136 g	3,2 kg	880 kg	150 g	3,7 kg	1 t
Si présence COV R45,46,49,60,61	12,6 g	0,3 kg	81,5 kg	0,06 kg	1,5 kg	0,4 t	14 g	320 g	88 kg	15 g	370 g	100 kg
COV annexe IV dont benzène	0,6 g	15 g	4 kg	3 g	75 g	20 kg	0,6 g	16 g	4,4 kg	0,7 g	18 g	5 kg
COV annexe III dont phénols	3,1 g	75 g	20 kg	15 g	370 g	100 kg	3 g	80 g	220 kg	3,8 g	90 g	25 kg

	Conduit N° 8			Conduit N° 9			Conduit N°10			Conduit N°17		
Flux	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j	t/an ou kg/an
Poussières	/	/	/	/	/	/	/	/	/	0,5 kg	12 kg	3,2 t
SO ₂	135 g	3,3 kg	880 kg	130 g	3 kg	830 kg	280 g	6,8 kg	1,8 t	/	/	/
NO _x en équivalent NO ₂	1,5 kg	37 kg	10 t	1,5 kg	35 kg	9,5 t	3,2 kg	78 kg	21 t	/	/	/
CO	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/
COVNM	420 g	10 kg	2,7 t	400 g	9,7 kg	2,6 t	900 g	21 kg	5,8 t	2,7 kg	66 kg	17,8 t
Si présence COV R40 halogénés	78 g	1,8 kg	500 kg	74 g	1,7 kg	475 kg	160 g	3,9 kg	1 t	0,5 kg	12 kg	3,2 t
Si présence COV R45,46,49,60,61	8 g	180 g	50 kg	7 g	170 g	47 kg	16 g	390 g	100 kg	0,05 kg	1,2 kg	0,32 t
COV annexe IV dont benzène	1,9 g	47 g	12 kg	1,8 g	40 g	10 kg	4 g	95 g	26 kg	2,5 g	60 g	16,2 kg
COV annexe III dont phénols	3,5 g	90 g	25 kg	3,7 g	85 g	24 kg	8,2 g	195 g	45 kg	13 g	300 g	80 kg

	Conduit N°16	
Flux	kg/h ou g/h	kg/j ou g/j
COVNM	350 g	8,4 kg
Si présence COV R40 halogénés	64 g	1,5 kg
Si présence COV R45,46,49,60,61	6,4 g	150 g
COV annexe IV dont benzène	1,6 g	38 g

NB : les valeurs mentionnées dans le tableau ci-dessus pourront être réexaminées au vu du plan d'action mentionné à l'article 3.2.5.1 et en tenant compte du changement de peintures opéré pièce à pièce chez les clients.

Constats : L'examen des rapports portant sur le contrôle des rejets dans l'atmosphère en 2021 fait état de nombreuses non-conformités dans les rejets.
Sont notamment relevés :
- pour le conduit n°1 (sablerie), un dépassement du flux autorisé en Benzène : 1,25 kg/h pour une valeur limite à 80 g/h
- pour les conduits n°3, 5, 7 et 17(machines à noyauter), un dépassement du flux maximum autorisé en COV spécifiques visés à l'annexe III : le cumul de ces 4 points de rejet indique une quantité rejetée de 386 g/h pour une limite fixée à 34,3 g/h (pour l'ensemble des 4 points)- pour le conduit n°16 (bac de trempage peinture), avec un dépassement du flux autorisé en COV : près de 900 g/h pour une limite fixée à 350 g/h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Action "fonderies"

NB : les valeurs mentionnées dans le tableau ci-dessus pourront être réexaminées au vu du plan d'action mentionné à l'article 3.2.5.1 et en tenant compte du changement de peintures opéré pièce à pièce chez les clients.

Constats : L'examen des rapports portant sur le contrôle des rejets dans l'atmosphère en 2021 fait état de nombreuses non-conformités dans les rejets.
Sont notamment relevés :
- pour le conduit n°1 (sablerie), un dépassement du flux autorisé en Benzène : 1,25 kg/h pour une valeur limite à 80 g/h
- pour les conduits n°3, 5, 7 et 17(machines à noyauter), un dépassement du flux maximum autorisé en COV spécifiques visés à l'annexe III : le cumul de ces 4 points de rejet indique une quantité rejetée de 386 g/h pour une limite fixée à 34,3 g/h (pour l'ensemble des 4 points)- pour le conduit n°16 (bac de trempage peinture), avec un dépassement du flux autorisé en COV : près de 900 g/h pour une limite fixée à 350 g/h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Action "fonderies"

Nom du point de contrôle : Air et odeurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/12/2018, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des émissions canalisées

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral n°650 du 11 janvier 2007 modifié autorisant la société FOCAST SAINT-DIZIER à exploiter une fonderie de métaux et alliages sur le territoire de la commune de SAINT-DIZIER sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

N° du conduit	Installations raccordées	Disp. de traitement	Moyen de surveillance	Fréquence Poussières	Fréquence Métaux*	Fréquence COV**	Fréquence NOx	Fréquence SO2
1	Sablierie	Filtre à manches	Opacimètre	permanente par opacimètre et annuelle par méthode normalisée	Tous les 5 ans	Permanente*** et tous les 2 ans avec spéciation	/	/
2	Machine à noyauter: Osborn n°2	Aspiration rejet en toiture	/	tous les 2 ans	/	tous les 2 ans	/	/
3	Machine à noyauter: SPC20, SPC30 et SPR30	Aspiration rejet en toiture	/	tous les 2 ans	/	tous les 2 ans	/	/
5	Machine à noyauter: Osborn n°1 et Vogel 60	Aspiration rejet en toiture	/	tous les 2 ans	/	tous les 2 ans	/	/
7	Machine à noyauter: SPI20	Aspiration rejet en toiture	/	tous les 2 ans	/	tous les 2 ans	/	/
8	Etuve: H180	Aspiration rejet en toiture	/	/	/	tous les 2 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans
9	Etuve: MARV 60 n°2	Aspiration rejet en toiture	/	/	/	tous les 2 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans
10	Etuve: Osborn	Aspiration rejet en toiture	/	/	/	tous les 2 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans
12	Four: 12,5 t	Passage en cyclone et Filtre à manches	Opacimètre	permanente par opacimètre et annuelle par méthode normalisée	tous les 5 ans	tous les 2 ans	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans
13	Coulée, décochage, zone de refroidissement moules	Filtre à manches	Opacimètre	permanente par opacimètre et annuelle par méthode normalisée	tous les 5 ans	Permanente*** et tous les 2 ans avec spéciation	Tous les 5 ans	Tous les 5 ans
14	Grenilleuse: Bong Born	Filtre à manches	Opacimètre	permanente par opacimètre et annuelle par méthode normalisée	tous les 5 ans	/	/	/
15	Cabines ébarbasse	Aspiration et passage en cyclone	Opacimètre	permanente par opacimètre et annuelle par méthode normalisée	tous les 5 ans	/	/	/
16	Bac de trempage peinture	Aspiration rejet en toiture	/	/	/	tous les 2 ans	/	/
17	Machine à tirer les noyaux: H200 Procédé Ashland	Aspiration rejet en toiture	/	/	/	/	/	/

* La liste des métaux à analyser est la suivante:

- Cd + Hg + Tl (par métal + somme),
- As + Se + Te (somme),
- Pb,
- et Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn (somme).

** COV non méthaniques + spécifiques (notamment le benzène)

*** voir article 8.2.1.4 »

Constats : Les fréquences de surveillances fixées par l'arrêté préfectoral sont respectées, hormis pour les points 1 et 13 abordés au constat suivant.

A noter que pour les paramètres mesurés tous les 5 ans, la prochaine campagne de surveillance devait avoir lieu en 2022.

L'exploitant a, suite à l'inspection, transmis ses résultats d'autosurveillance 2022, qui montrent le respect de ces fréquences (analyse des poussières, métaux, COV du rejet n°1, analyses

Type de suites proposées : Sans suites

Proposition de suites : /

Nom du point de contrôle : Surveillance en continu des rejets de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : L'exploitant surveillera en permanence ses rejets de COV du conduit n°1 sous 6 mois. Cette surveillance en permanence pourra toutefois être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation devra être confirmée périodiquement, et à minima tous les 2 ans, par une mesure des émissions. Une démonstration de la pertinence du choix du paramètre représentatif devra être apportée au préfet. Dans l'objectif de définir ce paramètre représentatif, l'exploitant suivra hebdomadairement le poids de noyaux introduits dans la ligne de moulage, en vue d'en déduire les émissions de COV calculées à partir du poids des noyaux, multiplié du pourcentage de résines utilisées et pondérées de leur taux respectifs en COV.
Constats : La surveillance en permanence pas effectuée pour le point de rejet n°13. L'exploitant estimait ne pas être visé par cette disposition (qui figure dans le tableau de l'article 8.2.1.1) dans la mesure où l'article 8.2.1.4 'surveillance en permanence des émissions de COV' ne traite que du conduit n°1. Au regard des flux émis en COV, l'inspection confirme que ce point de rejet est bien concerné par la surveillance en permanence des émissions, dans la mesure où le flux autorisé par l'arrêté préfectoral dépasse 15 kg/h (20,7 kg/h en l'occurrence pour ce point n°13). L'exploitant a cependant la possibilité de solliciter une révision des flux autorisés dans son arrêté préfectoral, sous réserve d'argumentation. S'agissant du point n°1, l'exploitant a décidé de suivre un paramètre représentatif en alternative à la surveillance en permanence : il suit sa consommation de noyaux (tonnage noyaux consommés) pour estimer les émissions de COV. Or les vérifications effectuées lors des contrôles périodiques tous les 2 ans montrent des différences notables (dans un rapport pouvant aller de 1 à 8) qui ne permettent pas de statuer sur ce suivi et donc de considérer que le paramètre suivi est représentatif des émissions réelles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale - Action fonderie

Nom du point de contrôle : Emissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Une mesure des émissions diffuses au niveau des installations de noyautage, moulage-sablierie, fusion-coulée et peintures, sera à réaliser tous les 5 ans.
Constats : Des mesures ont été réalisées en 2018 (campagne de mesures par la société COVAIR le 21 novembre 2018), mais celles-ci s'apparentent davantage à des mesures d'exposition des travailleurs. L'exploitant a également réalisé une campagne de caractérisation des émissions diffuses en 2017, et a communiqué le rapport correspondant. Cette étude appelle de l'inspection les observations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- le laboratoire de contrôle s'est référé aux textes de l'INERIS de 2001 ; l'inspection précise que des documents méthodologiques plus récents (2016) existaient ;- 4 jauges Owen ont été disposées au plus près de l'établissement pour quantifier les diffus. Une explication quant à l'emplacement de ces éléments est attendue à l'occasion de la prochaine campagne ; - l'étude est incomplète, par l'absence de mesures de COV et en particulier des COV classés CMR (cancérigènes, mutagènes et reprotoxiques) ;- cette surveillance de 1er niveau (retombées atmosphériques) montre que les emplacements 1 et 2 sont les plus impactés pour le manganèse, le chrome, le zinc, le cuivre. En effet, leurs résultats sont 6 à 7 fois supérieurs aux jauges 3 et 4. Ainsi l'étude démontre bien des émissions diffuses importantes issues de l'établissement, qui doivent être traitées. Cela se confirme aussi, en comparant les valeurs mesurées avec celles évoquées dans le guide INERIS de 2001 sur la surveillance environnementale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale - Action fonderies

Nom du point de contrôle : Emissions diffuses - peinture

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 30.22°
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses
Prescription contrôlée : Cette prescription est spécifique aux rejets diffus issus de l'application de peinture :
Constats : Sur la base du plan de gestion des solvants établi en 2022 par l'exploitant pour le compte de l'année 2021, il apparaît que la consommation de solvants est de 31,5 tonnes. Les émissions diffuses représenteraient 21 tonnes, soit 67 % de la quantité de solvants utilisée. Ces données confirment la tendance du précédent plan de gestion des solvants, où les émissions diffuses (18 tonnes environ) représentent également 67 % de la quantité de solvants utilisée (27 tonnes environ). L'exploitant indique qu'il met en place un Schéma de Maîtrise des Emissions, qui permet de déroger à ces valeurs limites de l'arrêté ministériel. Or, dans le cas présent, le schéma de maîtrise des émissions tel que mis en œuvre par l'exploitant ne répond pas strictement au cadre dans lequel il doit s'inscrire. Plus précisément, ce SME ne peut concerner que l'installation d'application de peinture et doit exclure les noyauteuses ; et dans ce cas de figure où seul l'atelier d'application de peinture est pris en compte, l'émission cible définie par le SME est dépassée. L'exploitant doit donc respecter les valeurs limites d'émission fixées par cet article.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale - Action fonderies

Nom du point de contrôle : Suivi, interprétation et transmission des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Le plan de gestion annuel de l'année « n » des solvants prévu à l'article 3.2.5.2 est transmis à l'inspection des installations classées avant le 15 du mois de janvier de l'année « n+1 ».
Constats : Le Plan de Gestion des Solvants est rédigé et adressé chaque année à l'inspection. Le dernier plan de gestion, établi en mars 2022 pour le compte de l'année 2021, fait toutefois l'objet d'observations transmises à l'exploitant en marge de la visite d'inspection. Il reviendra à l'exploitant de prendre en compte ces observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Transmission du rapport de synthèse des résultats d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'atmosphère
Prescription contrôlée : Les résultats des analyses imposées au chapitre 8.2.1 sont transmis dans le mois qui suit leur réception à l'inspection des installations classées.
Constats : Les rapports d'analyses portant sur le contrôle des rejets dans l'atmosphère, pour le compte de l'année 2021 comme pour les années précédentes, n'ont pas été communiqués spontanément par l'exploitant ; l'inspection a dû les demander en amont de la visite d'inspection. L'inspection relève toutefois que ce point a fait l'objet d'une amélioration sensible suite à l'inspection du 28 avril 2022.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : /

Nom du point de contrôle : Actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'atmosphère
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 8.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement. Sans préjudice des dispositions de l'article 38 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, l'exploitant établit et transmet à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives éventuellement menées, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité. La fréquence de transmission de ce rapport et son contenu sont définis dans les articles ci-après.
Constats : Le rapport de synthèse évoqué dans cet article de l'arrêté préfectoral n'a pas été transmis par l'exploitant. De plus, les rapports de contrôle témoignent de non-conformités que l'exploitant n'a pas signalé de lui-même, et qui ne font l'objet d'aucun commentaire ni proposition d'actions pour la mise en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale

Nom du point de contrôle : Conception des installations - Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.
Constats : Des plaintes pour odeurs ont été émises à l'encontre de l'établissement. Au regard des résultats du contrôle des rejets, mettant en évidence des dépassements de valeurs limite d'émission (en concentration et en flux) de substances odorantes (en particulier le diméthylamine), l'inspection conclut que l'établissement a été à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage. Ce paramètre est toutefois revenu à la conformité lors des analyses d'autosurveillance réalisées en 2022. Il conviendra que l'exploitant maintienne une vigilance sur ce point afin de prévenir toutes nouvelles nuisances liées à ces émissions sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre préfectorale - Action fonderies